

La Présidente de l'université

VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5° et L952-6-1, et le cas échéant L713-9 ;
VU la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités ;
VU le décret n° 84-431 du 06 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs, notamment dans ses articles 9 et suivants, et 26-I-1° et 33 (MCF) ou 46-1° et 51 (PR) ;
VU le décret n° 2019-1346 du 11 décembre 2019 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de recrutement des professeurs des universités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
VU les arrêtés du 15 février 2015 relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des maîtres de conférences et des professeurs des universités ;
VU la circulaire ministérielle MESR DGRH A1-2 n° 08-0069 du 23 avril 2008, relative aux comités de sélection pour le recrutement des enseignants-chercheurs ;
VU la circulaire du 4 avril 2015 relative au décret n° 2014-997 du 2 septembre 2014 modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
VU le procès-verbal de délibération de la Commission des Carrières des Enseignants-Chercheurs de l'Université Paris-Saclay dans sa séance du 02/02/2023 portant avis favorable sur la composition structurelle et sur la composition nominative des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2023 de recrutement des enseignants-chercheurs ;

ARRETE :

Article 1 : Un comité de sélection chargé, dans une 1ère séance d'examiner les candidatures, puis dans une 2ème séance d'auditionner les candidats et de classer les candidatures, selon leurs mérites scientifiques, constitué pour se prononcer en qualité de jury souverain, est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi **74MCF588-232** profil : **Histoire et sociologie des activités physiques, sportives et artistiques : déterminants socio-historiques de la performance sportive (catégories sociales et résistances aux catégories sportives)**, pour une prise de fonctions le 01/09/2023.

Article 2 : Sont nommés membres du comité de sélection pour l'emploi désigné ci-dessus :

Membres affectés à l'université Paris-Saclay

Vice-Président(e) : Mme. BOHUON Anaïs,
Professeur des universités
Mme. SCHMITT Anne, Maître de conférences
M. KEMO-KEIMBOU Claude, Maître de conférences
M. GRANGER Christophe, Maître de conférences
M. LEBARON Frédéric, Professeur des universités
Mme. CHETCUTI Natacha, Maître de conférences
Mme. BETHOUX Elodie, Professeur des universités

Membres extérieurs

Présidente(e) : Mme. HIDRI-NEYS Oumaya,
Professeur des universités, Université d'Artois
M. VILLE Sylvain, Maître de conférences, Université Picardie Jules Verne
M. BANCEL Nicolas, Professeur des universités, Université de Lausanne
Mme. BOLZ Daphné, Professeur des universités, Université de Rouen
M. MARTINACHE Igor, Maître de conférences, Université de Nanterre
Mme. QUEVAL Isabelle, Professeur des universités, INSHEA
M. CHOVAUX Olivier, Professeur des universités, Université d'Artois
Mme. JULLA-MARCY Mathilde, Maître de conférences, Université de Nantes
M. DUFRAISSE Sylvain, Maître de conférences, Université de Nantes

Article 3 : la Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté

Fait à GIF SUR YVETTE, le 02/02/2023

La Présidente

Estelle IACONA

université
PARIS-SACLAY

Direction des Ressources Humaines
et de la Qualité de Vie au Travail
DGSA - RH
Laurence LOMBARD

Voies et délais de recours :

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite –et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis-, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.